



NOTE D'ANALYSE POLITIQUE, MAI 2025



## Souverainisme au Sahel, droites extrêmes en Europe, mouvement nationaliste-conservateur (Natcon) aux États-Unis : Manifestations locales d'une tendance mondiale

### AUTEUR

**Anta Barry** détient une maîtrise en Développement International et Mondialisation ainsi qu'une autre en Sols et Environnement. Elle s'intéresse aux défis d'adaptation et de résilience des communautés face aux changements climatiques, à la justice environnementale, et à l'émergence d'un modèle de développement endogène, inclusif, équitable et durable en Afrique. Son approche est ancrée dans une perspective décoloniale réaliste des relations entre le Nord et le Sud, ainsi que des trajectoires de souveraineté africaine. Elle est l'auteure de "Mali, entre tourments et espérance" (2017), un livre qui propose une analyse prospective de la crise politico-sécuritaire au Mali survenue en 2012.

# Sommaire

LES RÉVOLTES POPULAIRES ET LES PUTSCHS MILITAIRES, SYMPTÔMES D'UNE DÉMOCRATIE VACILLANTE DEPUIS 1992 .....	4
DES SUDS PLURIELS DANS UN MONDE EN RECOMPOSITION .....	6
BRICS+ : UN REGROUPEMENT HÉTÉROGÈNE AU CŒUR DE LA DYNAMIQUE DES SUDS .....	7
DE LA FIN DES ALLIANCES RIGIDES À L'ESSOR DU « MULTI-ALIGNEMENT » COMME NOUVELLE DOCTRINE DIPLOMATIQUE .....	8
LE RETOUR À LA SOUVERAINETÉ ET À L'AUTONOMIE STRATÉGIQUE.....	10
UNE CLASSE POLITIQUE EN DÉCLIN FACE AUX NOUVELLES DYNAMIQUES DE POUVOIR .....	10
DÉMOCRATIE LIBÉRALE ÉBRANLÉE : LE RETOUR EN FORCE DU NATIONALISME SOUVERAINISTE .....	12
CONCLUSION : FIN D'UNE ÈRE DE L'HISTOIRE, À UN MOMENT HISTORIQUE EMPREINT D'INCERTITUDES .....	14
RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES.....	16

Le basculement vers de nouveaux partenariats stratégiques et la définition d'une nouvelle doctrine diplomatique axée sur les trois principes sacrosaints (le respect de sa souveraineté, le respect de ses choix stratégiques et la défense des intérêts du peuple malien dans les prises de décision) opérés par les autorités actuelles du Mali sont -ils seulement un épiphénomène local de portée sous-régionale ?

On pourrait être tenté de le voir ainsi, comme le résultat d'une déconnexion dans la politique française, qui n'a pas su percevoir la demande de transformation du modèle relationnel le liant à ses anciennes colonies d'Afrique. Cette demande étant portée par une population majoritairement jeune, connectée et mondialisée. En conséquence, son influence a largement diminué et son emprise sur la sous-région a été ébranlée. Nous plaidons plutôt pour un autre postulat à travers un regard décentré sur uniquement le local et à l'aune des relations « franco-maliennes » ou « franco-ouest-africaines ». En effet, réduire ce qui se passe au Mali et au-delà au sein de l'espace sahélien uniquement à une nouvelle page des relations de la France avec ses anciennes colonies nous semble simpliste et superficiel. Nous posons plutôt l'hypothèse que cette situation relèverait d'un renouvellement de l'ordre mondial qui a façonné les relations Nord-Sud ces huit dernières décennies.

L'érosion de la démocratie telle qu'elle a été présentée aux Maliens au lendemain de la chute du régime de Moussa Traoré, la redéfinition des orientations diplomatiques du Mali, la nouvelle vision du rapport de pouvoir avec l'ancien colonisateur, la précarisation politique et diplomatique de la CEDEAO, la naissance de l'AES doivent être lues comme les signaux locaux de l'aube « d'un nouveau monde » naissant après la Seconde Guerre mondiale.

Dans cette analyse, nous tenterons de montrer qu'on ne saurait détacher ce qui se passe dans le Sahel d'une nouvelle tectonique des plaques géopolitiques qui fait trembler l'échiquier international sur ses fondements depuis 1945. Pour ce faire, en premier lieu, nous opérerons un petit retour dans le passé récent du Mali pour examiner les racines surtout immédiates du soulèvement populaire qui a conduit à l'avènement des autorités actuelles au pouvoir. Cela dans le souci de poser un regard plus factuel sur ces faits et de ne pas nous contenter de quelques explications parcellaires qui risqueraient de fausser notre analyse. En second lieu, nous ferons le parallèle entre ce qui se passe aux niveaux local et global, pour faire ressortir les caractéristiques saillantes qui les relient, pouvant offrir une compréhension éclairée des soubresauts que nous vivons actuellement sur la scène nationale et mondiale.

## Les révoltes populaires et les putschs militaires, symptômes d'une démocratie vacillante depuis 1992

La prise du pouvoir par le Comité National pour le Salut du Peuple (CNSP) en août 2020, marquant l'épilogue de quatre mois d'un bras de fer meurtrier entre le Mouvement du 5 juin - Rassemblement des Forces Patriotiques (MR-RFP) et le régime du défunt président Ibrahim Boubacar Keita (IBK), puise ses racines dans un contexte de crise sécuritaire et politique qui a fini par créer un malaise généralisé dans le pays. Elle est le fruit d'une opération militaire menée non sans une certaine dextérité, car n'occasionnant aucune effusion de sang, découlant de revendications populaires portées par des milliers de personnes.

Au-delà du caractère hétéroclite du MR-RFP, constitué d'acteurs aux idéaux et aux intérêts divers, les manifestations ont drainé des milliers de jeunes, porteurs d'une revendication pour plus de justice sociale. Certains de ces jeunes ont perdu la vie et d'autres sont handicapés aujourd'hui à vie pour cause de blessures graves. Contrairement à ce que d'aucuns pensent, ils n'étaient pas tous là ni pour répondre à l'appel d'un guide religieux qu'ils idolâtraient et en qui ils voyaient leur « messie », ni pour

former un amas de militants, crédules, aux bottes d'hommes ou de femmes politiques.

Ces jeunes personnes étaient animées d'une volonté ardente de voir un changement de la gouvernance et des pratiques politiques dans leur pays. Ils aspiraient légitimement à un accès équitable aux mêmes opportunités qu'une infime portion de la population détenait en monopolisant toutes les ressources et les possibilités offertes par le pays. Les sept années du régime d'IBK, dont notre but n'est pas ici de dresser le bilan, caractérisées par une gestion défailante des affaires publiques teintée de corruption généralisée et l'intrusion familiale dans l'exercice du pouvoir, constituent le continuum d'une gestion peu vertueuse du pays ces dernières décennies. Les élections législatives organisées en mars 2020 constituent le moteur de la révolte populaire, ayant eu raison du régime en place. Le choix du pouvoir d'imposer ces résultats contestés au forceps au prix d'une répression violente, dont celle de Sikasso constitue la goutte d'eau qui a fait déborder le vase d'une souffrance intense du peuple malien, traumatisé par une situation sécuritaire catastrophique. Ce

nonobstant la présence de la force française Barkhane et de la MINUSMA.

Les coups de force successifs dénotent le corollaire d'une longue agonie du pays, affaibli, sans leadership ni vision dans une perspective évolutive concernant son avenir depuis l'avènement de la démocratie. Le tout sur fond de disparités sociales omniprésentes et d'une corruption institutionnalisée dans le système de gouvernance en mode de gestion politique. L'échec du régime d'IBK s'inscrit donc dans la lignée des échecs des différents gouvernements qui ont dirigé le pays lors des dernières décennies et reflète la faillite de la classe politique ayant été aux affaires sur le plan sécuritaire, économique, politique, social et culturel.

Dans un système où un déséquilibre marqué en termes de pouvoir et de ressources favorise une minorité dominante au détriment de la majorité dominée, la société évolue vers une verticalité des relations sociales. Cela entraîne une érosion des liens sociaux sous l'effet de tensions et de malaises persistants, annihilant tout sentiment de citoyenneté commune et de vision d'intérêts communs. Ce malaise finit par se muer en

un ressentiment incitant à la révolte. Si aucune réponse adéquate n'est apportée, ou pire, si l'on tente de le réprimer par la force et la violence, cela mène finalement à une rupture des liens sociaux qui sont essentiels à la cohésion nationale. Dans ce contexte, l'entité qui détient le pouvoir coercitif et la capacité d'arbitrage, c'est-à-dire l'armée nationale, devient le principal acteur du jeu de pouvoir, cherchant à rétablir l'équilibre rompu au profit de la majorité mécontente ou selon ses propres aspirations.

Cela éclaire en partie sur les raisons des différents coups d'État qui ont eu lieu au Mali depuis l'instauration de la démocratie. Certains estiment que les défauts multiples du système s'expliquent par sa relative jeunesse, étant donné qu'il a été instauré il y a moins d'un demi-siècle et qu'il est encore en phase de maturation. Un discours soutenu par une partie de la classe politique ayant occupé le pouvoir. Selon nous, ses insuffisances découlent non seulement de sa nature intrinsèque telle qu'il a été établi, mais également de sa captation par une minorité au détriment des intérêts supérieurs du pays.

## Des Suds pluriels dans un monde en recomposition

Le pivot diplomatique effectué par le Mali, la cessation de l'opération Barkhane et le retrait de la MINUSMA ont conduit à la fermeture des bases militaires françaises au Sahel et dans d'autres pays, ainsi qu'à la sortie des pays de l'Alliance des États du Sahel (AES) de la Communauté des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Ces faits ne sont pas des occurrences isolées, mais font partie du tremblement géopolitique plus large qui caractérise aujourd'hui l'arène internationale. Ils sont symptomatiques du bouleversement de l'ordre mondial de l'ère post-Seconde Guerre mondiale et de la fin de la guerre froide, remettant en question l'ensemble des rapports de force Nord-Sud et les relations entre les Nord eux-mêmes.

Il est important de souligner que le terme Sud employé dans cette analyse fait référence à la diversité des nations du Sud global, qui ne constituent pas un ensemble homogène. Nous pensons qu'il serait réducteur de regrouper tous ces pays dans une même catégorie sans tenir compte de la complexité qui caractérise ce Sud global. Ces pays varient en matière d'intérêts géopolitiques, de doctrines diplomatiques et de niveaux économiques. De ce fait, il nous semble qu'il existe plusieurs types de Suds à des échelles

différentes.

Avec l'essor des BRICS+, il est observé une tendance à associer tous les pays du Sud global à ce groupe et à l'uniformiser du point de vue de l'intérêt et de l'orientation stratégique des pays le composant. Cela nous paraît, en quelque sorte, faire abstraction de l'ensemble des subtilités de la réalité internationale. Rappelons que le terme de Sud a remplacé celui de « pays du tiers-monde » ou de la « périphérie », entrés en vogue après la Seconde Guerre mondiale et à la suite à la décolonisation.

En se référant à l'histoire et à la géographie, la Russie ne peut pas être classée parmi les pays du Sud. Elle-même ne se réclame pas de cette appartenance. Bien que la majeure partie de son territoire soit située en Asie, elle est davantage eurasiennne que strictement asiatique. Historiquement, l'Union des républiques socialistes soviétiques (URSS), leader du bloc de l'Est, ne se rangeait pas parmi les nations qualifiées de « périphériques », même si elle entretenait d'importantes relations avec de nombreux pays de cette sphère. Dans la nouvelle doctrine stratégique du stratège russe Sergei Karaganov, le concept de « majorité mondiale » est introduit pour désigner les

nations qui n'ont pas adhéré à l'isolement diplomatique et aux sanctions imposés par

les pays occidentaux à la Russie à la suite de l'invasion de l'Ukraine.

## BRICS+ : un regroupement hétérogène au cœur de la dynamique des Suds

Cette « majorité mondiale » englobant en grande partie les pays du Sud est souvent considérée comme alignée sur la même ligne politique qu'incarneraient les BRICS+. Eux-mêmes sont censés avoir les mêmes objectifs et représenter l'ensemble des nations du Sud. Même si les BRICS+ forment le noyau de ce Sud multiple, avec la Chine comme cheffe de file, il est important de noter que cette organisation est composée de pays aux orientations stratégiques différentes.

Bien qu'ils partagent avec la majorité des pays anciennement colonisés la volonté de mettre fin à l'hégémonie occidentale dans les affaires mondiales et aspirent au développement ainsi qu'à un ordre international plus inclusif et équitable, leurs intérêts vitaux et leurs visions stratégiques diffèrent. Tout autant qu'il existe des rivalités en leur propre sein. Par exemple, tout en étant d'accord sur le fait que le monopole occidental de la puissance mondiale ne peut plus perdurer, la Chine et l'Inde entretiennent une relation complexe

de coopération et de concurrence. L'Inde, membre influent des BRICS+, se distingue par sa frontière litigieuse avec la Chine. Leur relation est marquée par de nombreux affrontements militaires depuis 1962, dont celui de 2020, qui a entraîné des pertes en vies humaines de part et d'autre. L'Inde observe avec une certaine inquiétude la montée fulgurante en puissance de la Chine en Asie-Pacifique. Par ailleurs, le pays de Gandhi fait partie à la fois des BRICS+ et du QUAD (dialogue quadrilatéral pour la sécurité). Ce groupe de collaboration en matière de défense est composé des États-Unis, du Japon, de l'Australie et de l'Inde et a pour but de contrer l'influence chinoise dans la région, un moyen pour New Delhi de contester la suprématie de sa rivale dans l'espace régional. L'Inde pratique la diplomatie du « multi-alignement », définie par son ministre des Affaires étrangères Subrahmanyam Jaishankar comme un alignement selon ses propres intérêts sans se ranger derrière un pays ou un bloc de pays

dans une alliance rigide et contraignante. Parallèlement, elle se positionne comme une concurrente sérieuse de la Chine, tout

en mettant en avant sa doctrine de « non-alignement », héritée de l'époque de Nehru et de la guerre froide.

## De la fin des alliances rigides à l'essor du « multi-alignement » comme nouvelle doctrine diplomatique

D'autres puissances dites émergentes telles que la Turquie, l'Arabie saoudite ou l'Indonésie présentent une vision similaire à travers une diplomatie de pluri-alignement selon leurs intérêts du moment. L'Arabie saoudite et la Turquie s'affirment de manière croissante comme des médiatrices incontournables sur le plan mondial.

L'Indonésie, récemment membre des BRICS+, s'affirme comme une puissance régionale influente en Asie du Sud-Est, promouvant le non-alignement historique. En 2010, Marty Natalegawa, le ministre des Affaires étrangères indonésien, a présenté le concept d'« équilibre dynamique » comme doctrine diplomatique du pays, dans un contexte de rivalité croissante entre la Chine et les États-Unis (Alles, 2013). Privilégiant le partenariat bilatéral et multilatéral, elle maintient des liens de collaboration étroite en même temps avec la Chine et avec les États-Unis. L'Indonésie défend une vision

constructive du non-alignement, considéré à présent comme la capacité d'endosser un rôle de partenaire et de médiateur, plutôt que de simplement remettre en question l'ordre établi (Ibid.).

Pour sa part, la Chine promeut un multilatéralisme plus inclusif, s'affirmant comme la défenseuse de la coopération internationale. Elle prône une mondialisation commerciale bénéfique pour tous les pays, leur permettant de prospérer grâce à un échange gagnant-gagnant, avec comme outil phare le colossal projet des routes de la soie. En ce qui concerne les nations africaines, beaucoup d'entre elles demeurent officiellement dans le schéma du « non-alignement », bien qu'elles changent parfois de position selon les avantages, les contraintes et les pressions propres à chaque situation.

Le Togo incarne cette approche diplomatique du multi-alignement au sein de l'Afrique

de l'Ouest. La récente déclaration de Robert Dussey, son ministre des Affaires étrangères, concernant son désir d'adhérer à l'Alliance des États du Sahel (AES), illustre bien cette position de neutralité constructive du pays. Il a su établir de bonnes relations de coopération avec les régimes militaires du Mali, du Burkina Faso et du Niger. Il a également agi comme médiateur lors de la crise entre le Mali et la Côte d'Ivoire concernant l'affaire des 49 militaires ivoiriens. En tant que membre de la CEDEAO, le Togo a pris une position conciliatrice durant la crise qui opposait l'organisation à ces trois pays, plaidant pour un assouplissement des sanctions économiques et financières qui leur avaient été imposées. Si le pays rejoignait cette nouvelle alliance, le port de Lomé pourrait devenir la capitale maritime de celle-ci, détournant ces trois pays continentaux des ports traditionnels de Dakar, Abidjan et Cotonou, et offrant à l'organisation un accès direct à la mer avec une plus grande autonomie par rapport à la CEDEAO. Ainsi, donc, nous pensons qu'il n'y a pas un Sud homogène convergeant vers les mêmes priorités stratégiques, mais plutôt plusieurs Suds qui évoluent à des rythmes variés et aux intérêts parfois communs ou spécifiques.

Un phénomène similaire se manifeste depuis quelques années au sein de l'Union européenne. Il est perceptible

avec l'émergence de dirigeants davantage axés sur les intérêts particuliers de leurs nations plutôt que sur la vision globale de l'organisation. La récente guerre en Ukraine a révélé cette fracture idéologique, incarnée par des pays tels que la Hongrie et la Slovaquie où les premiers ministres Viktor Orban et Robert Fico ont choisi de maintenir leurs relations commerciales avec la Russie. Ces États s'opposent souvent à certaines décisions et politiques de l'organisation, estimant que leur souveraineté est menacée. Dans la même lignée, l'élection récente de Donald Trump aux États-Unis, marquée par un changement radical dans la politique étrangère américaine, montre une tendance similaire. Les intérêts nationaux étasuniens sont privilégiés au détriment des relations transatlantiques, historiquement étroites avec ses alliés européens. Ce qui souligne l'émergence d'un Nord global hétérogène. Il est à noter que désormais, dans les relations internationales, le modèle traditionnel d'alliance, où l'appartenance à un bloc était primordiale, a laissé place à des alignements multiples, dans lesquels les interactions, qu'elles soient collaboratives ou antagonistes, s'articulent autour des bénéfices possibles d'une situation, à travers des partenariats circonstanciels, sans affiliation à un bloc ou à une alliance spécifique (Billion, 2025).

## Le retour à la souveraineté et à l'autonomie stratégique

Le choix stratégique du Mali actuel consacre la souveraineté du pays et l'intérêt suprême de son peuple, lui permettant de coopérer sans aucune restriction avec les nations de son choix. Le rejet de la CEDEAO, estimé déviant par rapport à ses objectifs principaux d'intégration socio-économique et d'amélioration des conditions de vie des peuples concernés, démontre la ferme opposition du pays à toute tentative d'atteinte à sa souveraineté. Le Mali, en réorganisant son dispositif de défense pour devenir autonome vis-à-vis de l'ancienne puissance colonisatrice, a provoqué de vives réactions de la part de certains pays européens et de

son voisinage. En examinant de plus près, il est presque ironique de constater que L'Union européenne a récemment organisé des réunions pour établir les fondations d'un système de défense commun afin de ne plus dépendre des États-Unis. Cette situation témoigne de la rapidité avec laquelle l'histoire évolue. L'approche adoptée par le Mali s'inscrit dans une nouvelle idéologie stratégique centrée sur le « nationalisme-souverainiste », présentant une certaine similarité avec celles qu'on observe aujourd'hui aux États-Unis et en Europe, que certains pourraient considérer comme du populisme-nationaliste.

## Une classe politique en déclin face aux nouvelles dynamiques de pouvoir

Tout cela se déroule dans un contexte de rejet de la classe politique qui a dirigé le pays depuis l'établissement de la démocratie. Elle est perçue par une partie de la population comme étant éloignée de ses préoccupations quotidiennes et ayant largement contribué à la chute du pays. De nombreux reproches sont adressés à cette classe politique. Il

s'agit, entre autres, du démantèlement des moyens de défense nationale, du déclin du système judiciaire incapable d'assurer une justice équitable pour les citoyens, de la transformation de l'administration publique en un foyer de reproduction des inégalités sociales, de l'effondrement du système éducatif, ainsi que de la corruption

généralisée qui a épuisé les ressources de l'État et a entraîné une perte d'autorité de celui-ci. L'échec du modèle de démocratie libérale basé sur le libre-échange, la promotion des libertés individuelles et d'une société civile forte, l'accès au pouvoir via des élections, la séparation des pouvoirs, empruntée à l'Occident, a finalement provoqué un fossé entre la population et la classe politique. À présent, cette dernière apparaît déconnectée des réalités contemporaines. Ne parvenant pas à assumer sa part de responsabilité face au drame que le pays a vécu, elle n'a pas réussi à faire évoluer sa perspective en tenant compte des enjeux et réalités du moment.

La frustration est palpable au sein de ces partis, qui réclament de manière répétée la tenue des élections ou leur intégration dans le gouvernement dont ils sont exclus depuis le changement de pouvoir en 2020. Cette posture suscite de nombreuses critiques de la part d'une frange importante de la population. Elle leur reproche leur soif insatiable de pouvoir, jusqu'en étant disposée à sceller des alliances contre-nature. Ce reproche est-il sans fondement ?

Par un retour en arrière, on constate que l'Alliance pour la démocratie au Mali - Parti africain pour la solidarité et la justice (ADEMA-PASJ), le parti le mieux établi du pays, qui a joué un rôle important dans la chute du régime de Moussa Traoré en mars 1991, n'a jamais évolué au sein de l'opposition politique depuis son accession

au pouvoir en 1992, et ce, jusqu'en 2020. À la suite de l'élection d'Amadou Toumani Touré (ATT) en 2002, le parti a connu une nouvelle scission avec le départ de Soumaila Cissé, qui a fondé sa propre formation politique. Par la suite, l'ADEMA a intégré le gouvernement d'ATT, qui alors avait initié un concept original de partage du pouvoir, le consensus, aux effets néfastes pour le pays.

À la suite de la seconde prise de pouvoir par le CNSP en mai 2021, le M5-RFP a hérité du poste de Premier ministre de transition. Au moment de la chute du régime d'Ibrahim Boubacar Keita, les partis politiques en alliance avec son pouvoir n'ont pas été intégrés dans l'équipe exécutive. Néanmoins, des partis importants comme l'ADEMA et le RPM ont obtenu des postes de députés au sein du Conseil national de transition (CNT), faisant office d'assemblée nationale. Cette situation marque une rupture avec la transition de 2012-2013, période durant laquelle les partis politiques alliés au pouvoir précédent avaient fini par intégrer le gouvernement de transition dirigé par Cheick Modibo Diarra. On pourrait conclure qu'en les maintenant éloignés de l'équipe gouvernementale, les autorités actuelles se posent en acteurs pragmatiques. Optant pour la stratégie du choix rationnel après avoir pesé les avantages par rapport aux inconvénients du maintien d'une pratique qui s'apparente à un partage de gâteau. Elles ont su conserver une autonomie vis-à-vis

des partis en perte de confiance au sein de la population globalement. En outre, elles ont évité de perdre leur crédibilité aux yeux de l'opinion publique nationale, africaine et de

la diaspora, qui les perçoit majoritairement comme les précurseurs de ce néo-réveil africain.

## Démocratie libérale ébranlée : le retour en force du nationalisme souverainiste

La contestation du modèle de démocratie libérale, appliqué chez nous, la réévaluation de notre politique diplomatique, dorénavant centrée sur la souveraineté nationale, la reconnaissance plus poussée des autorités traditionnelles, la promulgation d'une nouvelle constitution, considérée comme étant plus en harmonie avec nos réalités et nos valeurs sociétales, la formation de l'Alliance des États du Sahel (AES) avec le Burkina Faso et le Niger en réaction à une organisation sous-régionale jugée dévoyée et influencée de l'extérieur, illustrent la variante locale de ce qui se passe actuellement au niveau mondial.

En Europe, ces dernières années ont été marquées par l'ascension de partis de la droite radicale dite populiste. Ces partis prônent les valeurs conservatrices et s'opposent, entre autres, à l'immigration, à l'avortement et à la promotion des minorités sexuelles et de genre. Dans des pays comme la Hongrie, la Slovaquie ou encore la

Pologne, les gouvernements défendent une autre forme de démocratie, dite illibérale, en contraste avec la démocratie libérale traditionnelle. Le Premier ministre hongrois Viktor Orbán a ainsi repris à son compte le concept de démocratie illibérale, d'abord formulé en 1997 par le politologue américain Fareed Zakaria. Selon ce dernier, certains pays, bien qu'organisant des élections régulières, ne respectent pas pleinement les principes libéraux comme les droits de l'homme, la liberté d'expression et la séparation des pouvoirs. Pour lui, dans des situations où les dirigeants élus limitent les libertés individuelles, influencent les systèmes judiciaires et concentrent le pouvoir, émergent ces types de régime (Mineur, 2019). Viktor Orbán, qui se présente aujourd'hui comme le doctrinaire de ce concept, le décrit comme étant l'essence même de la démocratie, soutenue par « le peuple véritable », composé de ceux qui ont été des victimes de la mondialisation et qui sont fiers de leurs traditions et de leurs

valeurs culturelles (Ibib.).

Dans cette dynamique, l'avènement du parti républicain, symbolisé par le mouvement nationaliste-conservateur connu sous le nom de « Natcon », s'opposant à la mondialisation libérale tant sur le plan économique que culturel (Nardon, 2025), a provoqué une réelle tectonique des plaques géopolitiques, transformant les alliances et reconfigurant l'ordre mondial établi depuis 1945. Ce mouvement inclut des conservateurs religieux, qui adoptent des positions réactionnaires concernant des questions sociétales, notamment le rôle des femmes dans la société, les droits reproductifs, la problématique des LGBTQ+, tels que le vice-président JD Vance, et des tech-libertariens, représentés par Elon Musk (Ibid.). Ce développement peut être considéré comme la continuité d'une remise en cause de l'ordre international, sous l'effet de l'ascension des BRICS+ et d'un certain affaiblissement des États-Unis, et inaugurant un nouveau cadre que certains pourraient décrire comme le prélude d'une « désoccidentalisation » ou le début d'une ère « post-occidentale ». Tout compte fait, cela pourrait constituer un véritable moteur d'évolution historique, influant sur les rapports de pouvoir et qui annoncerait la fin de l'époque d'un Occident hégémonique et de l'universalité de ses valeurs.

La période de la fin de la guerre froide jusqu'en 2001 marque le moment géopolitique de

l'hyperpuissance américaine selon l'ancien ministre français des Affaires étrangères Hubert Védrine, car elle était sans rival, seule aux manettes des affaires du monde (Védrine, 2000). Cette année constitue un tournant dans l'histoire avec l'entrée de la Chine à l'organisation mondiale du commerce (OMC) et les attentats du 11 septembre. Elle est le prélude du recul de l'influence américaine sous l'effet des désastreuses guerres d'Afghanistan, d'Irak et de Libye dans une certaine mesure, couplée à la montée en force de la Chine et de certains pays dits émergents. Actuellement, nous assistons à une reconfiguration géopolitique, sous l'influence en partie de la politique de Trump, qui cherche à recentrer son pays sur ses intérêts primordiaux, en mettant l'accent sur la retrouvaille de son leadership politique, économique et industriel mondial.

En observant l'Europe, on peut noter un déclin de la démocratie libérale, provoqué par ses propres contradictions de même que par la montée en force de la démocratie illibérale, incarnée par des formations politiques mettant en avant leurs identités culturelles et leur souveraineté face aux principes promus par l'Union européenne. Parallèlement, aux États-Unis, les nationalistes, souverainistes, unilatéralistes et climatosceptiques au pouvoir remettent en question le multilatéralisme, en se retirant par exemple des accords climatiques de Paris

et de l'organisation mondiale de la santé (OMS). Ils prônent un retour à une forme d'impérialisme géographique et économique étasunien. Tandis qu'en Afrique de l'Ouest, notamment au Mali, les gouvernants se concentrent sur la souveraineté et la défense des intérêts nationaux, tout en rejetant les organisations jugées inefficaces et manipulables.

Ces nouvelles réalités de l'échiquier mondial, bien qu'en apparence indépendantes, sont interconnectées et constituent un phénomène à la fois global et local, donc «

glocal», variant selon les situations internes des pays, leurs doctrines stratégiques et leurs contextes internationaux. Le terme glocal fait référence à l'interaction entre le global et le local (Roudometof, 2019). Le local n'étant jamais « pur » ni complètement détaché du global, il se construit toujours, au moins en partie, en réponse et sous l'influence du global (Ibid.). Cette glocalisation témoigne du caractère local-global de cette nouvelle réalité internationale en cours de formation, redéfinissant ainsi l'ensemble des équilibres géopolitiques.

## Conclusion : fin d'une ère de l'histoire, à un moment historique empreint d'incertitudes

In fine, Francis Fukuyama aurait sans doute dû patienter trente ans avant d'annoncer de manière triomphale la fin de l'histoire à l'issue de la guerre froide. La fin du monopole américain et européen, symbolisée par le basculement de la puissance économique et industrielle vers l'Asie (même si les États-Unis demeurent leaders dans le domaine militaire et technologique), un leadership également titillé par la Chine, traduit la nouvelle dynamique de l'espace mondial. Elle a pour couronnement la tournure actuelle des événements en Ukraine et la

posture des États-Unis face à leurs alliés européens. Cette évolution des relations internationales illustre la fin de l'ordre international tel qu'il a été établi depuis 1945. En réalité, un nouveau monde est en train d'éclorre des suites de séismes géopolitiques mondiaux. Ce changement de paradigme mondial touche également le Mali et l'espace sahélien, qui n'échappent pas à cette évolution.

Face à ce contexte de changement glocal, la pérennité des partis traditionnels au

Mali repose sur leur capacité à adapter leur idéologie, leur culture politique et leurs pratiques aux réalités et défis locaux et globaux. À défaut, la désaffection de la majorité de la population malienne envers eux pourrait bien s'ancrer dans la durée. Il serait prématuré de faire des prédictions quant au renouvellement de la classe politique malienne à travers des leaders faisant preuve de vision et de stratégie, incarnés par une jeunesse plus active et patriotique. En effet, bien que la jeunesse malienne apparaisse plus engagée sur le plan politique, elle reste encore peu politisée et éveillée quant aux véritables enjeux pour devenir le moteur d'un changement radical du paysage politique du pays. Cela illustre un succès partiel de la révolte populaire de 2020. Les mois à venir seront déterminants pour voir comment la nouvelle posture de l'AES évoluera dans un environnement international volatil. Surtout qu'on note un désenchantement latent au sein de la population, dû au retard dans les effets

positifs des réformes sur la vie des Maliens. Ce fut une quête de justice sociale et d'égalité des opportunités qui a en partie engendré la révolte contre l'ancien régime. Dans cette perspective, la perception d'une continuité dans un changement timide en termes de changement des mentalités et des anciennes pratiques, notamment au sein de l'administration publique, pourrait affaiblir le soutien populaire envers le régime en place.

Reste à savoir comment cette dynamique locale influencera les relations de pouvoir dans la région sahélienne, ainsi que les impacts du néo-impérialisme des États-Unis pour établir leur hégémonie sur les métaux et minerais critiques en l'Afrique, dans un environnement marqué par une compétition intense pour les ressources et le soft power, impliquant également d'autres acteurs majeurs comme la Chine, la Russie, l'Union européenne, l'Inde, les Émirats arabes unis et la Turquie.

## ■ Références bibliographiques

Alles, D. (2013). Indonésie : le non-alignement à l'épreuve de la concurrence sino-américaine. *Politique étrangère*, Hiver(4), 175-185. <https://doi.org/10.3917/pe.134.0175>.

Billon, D. (2025, janvier 23). Désoccidentalisation, repenser l'ordre du monde [Vidéo]. YouTube. [https://www.youtube.com/watch?v=riIOC4sK\\_s4&t=2409s](https://www.youtube.com/watch?v=riIOC4sK_s4&t=2409s)

Fukuyama, F. (2015). The end of history?. In *Conflict after the Cold War* (pp. 16-27). Routledge.

Mineur, D. (2019). Qu'est-ce que la démocratie illibérale ? *Cités*, N° 79(3), 105-117. <https://doi-org.proxy.bib.uottawa.ca/10.3917/cite.079.0105>.

Nardon, L. (31 janvier 2025). Entre nationalistes conservateurs et tech-libertariens : les idées d'extrême droite dans l'administration Trump 2. *Chroniques américaines*, Ifri. <https://www.ifri.org/fr/editoriaux/entre-nationalistes-conservateurs-et-tech-libertariens-les-idees-dextreme-droite-dans>

Roudometof, V., Traduit de l'anglais par Raillard, S. (2021). Qu'est-ce que la glocalisation ? *Réseaux*, N° 226-227(2), 45-70. <https://doi-org.proxy.bib.uottawa.ca/10.3917/res.226.0045>.

Védrine, H. (2000). *L'hyperpuissance américaine*. Fondation Jean-Jaurès.

